

plus, australiens, le Canada montre qu'il a toutes les capacités d'élargir et d'intensifier ses relations économiques avec le gouvernement de l'Indonésie et des clients du secteur privé indonésien.

L'Indonésie recherche activement des investissements étrangers. Dans son sixième plan quinquennal annoncé en 1994, le gouvernement indonésien a indiqué que des investissements de 53 milliards de dollars américains seraient nécessaires afin de développer l'infrastructure requise pour maintenir les taux élevés de croissance économique pendant les cinq années à venir. Selon les prévisions du gouvernement, la moitié de cette somme proviendrait du secteur privé, y compris d'investisseurs étrangers.

Selon les estimations, l'investissement direct canadien en Indonésie totaliserait 6,4 milliards de dollars, faisant de ce pays le principal lieu d'investissement direct du Canada en Asie du Sud-Est. L'investissement canadien devrait atteindre 8 milliards de dollars dans les deux à trois prochaines années, compte tenu des investissements prévus dans les secteurs du gaz naturel, des mines, de la fabrication, de l'énergie et de l'environnement.

Les Indonésiens investissent très peu au Canada.

Thaïlande

La croissance économique rapide a entraîné des transformations profondes dans l'économie thaïlandaise et le Royaume est désormais considéré comme une économie nouvellement industrialisée. Le PIB par habitant a plus que triplé depuis 1970 pour atteindre aujourd'hui 3 100 dollars américains et la croissance se poursuit au rythme d'environ 8 % par année. Ces 25 dernières années, la contribution du secteur de la fabrication au PIB est passée de 16 % à 29 %, tandis que celle de l'agriculture, quoique toujours importante, a régressé, passant de 30 % à 10 % pendant la même période.

Le récent ralentissement économique en Thaïlande a été déclenché par une crise qui a frappé le secteur financier à cause d'une trop grande exposition aux risques d'un marché de l'immobilier encombré conjuguée à des facteurs économiques affaiblis, notamment des exportations à la baisse, des prévisions de croissance économique s'assombrissant continuellement et un déficit courant important. Selon bon nombre d'observateurs, la reprise de l'activité économique en Thaïlande est

étroitement liée à la stabilité politique et à la gestion économique du pays.

La crise financière qu'a connue la Thaïlande a conduit les autorités à accepter du FMI un programme de redressement de 16 milliards de dollars américains qui prévoit des réductions des dépenses publiques dans un large éventail de domaines. Devant l'insistance du FMI en faveur d'une plus grande transparence, la Banque de Thaïlande a dû révéler qu'elle avait accumulé pour 3,4 milliards de dollars américains d'obligations à terme en tentant de défendre le baht ces derniers mois, laissant les réserves de fond à un niveau de 6,6 milliards de dollars américains. Le resserrement de la politique budgétaire et la dépréciation du baht signifient à l'heure actuelle que les opérations commerciales canadiennes en Thaïlande risquent d'être réduites, reportées ou annulées.

Néanmoins, les exportations continuent d'augmenter, et, si cette tendance se maintient, la Thaïlande ne devrait avoir aucune difficulté à atteindre l'objectif que lui a fixé le FMI, soit d'afficher un déficit courant correspondant à 5 % du PIB pour 1997. La libéralisation de l'économie thaïlandaise se poursuivra, stimulée par le besoin d'investissements, notamment d'investissements technologiques, et par ses engagements multilatéraux. La prospérité du secteur des entreprises, de la classe moyenne et de l'administration publique permettra à celles-ci de se doter de technologies compétitives, d'avoir un niveau de vie plus confortable et de développer l'infrastructure. De plus en plus, le pays sera un concurrent industriel du Canada, mais également un nouveau marché de consommation. La demande de services et de produits de haute technologie augmentera, particulièrement dans des secteurs comme les télécommunications, la santé et l'éducation.

Lors de la mission d'Équipe Canada dirigée par le premier ministre Chrétien en Thaïlande, en janvier 1997, 55 contrats évalués à plus d'un milliard de dollars ont été signés. Dans son allocution de bienvenue présentée à la délégation de gens d'affaires canadiens, le vice-premier ministre et ministre de l'Industrie de la Thaïlande, M. Korn Dabbaransi, a invité les entreprises canadiennes à participer aux plans thaïlandais d'expansion des entreprises dans les secteurs suivants : automobile, transformation des aliments, pâtes et papiers, produits électriques et électroniques, transport routier et ferroviaire et pétrole et gaz. Les visites de suivi qu'organise l'ambassade du Canada seront fortement axées sur l'investissement et le transfert de technologies et elles comporteront des volets à l'intention des entreprises d'ingénierie, de construction et de services-conseils.